

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

MINISTERE DE LA JUSTICE

DECRET N° 2006-901 du 19 Décembre 2006

**Portant organisation de la préparation à la réinsertion sociale,
familiale et professionnelle des personnes détenues**

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Constitution,
Vu la loi 95-010 du 10 juillet 1995 portant statut du personnel du corps de l'administration pénitentiaire ;
Vu le décret n°2003-007 du 12 janvier 2003 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
Vu le décret n°2003-008 du 16 janvier 2003, modifié par les décrets n°2004-001 du 05 janvier 2004, n°2004-680 du 05 juillet 2004, n°2004-1076 du 07 décembre 2004, n°2005-144 du 17 mars 2005, n°2005-700 du 19 octobre 2005, n°2005-827 du 28 novembre 2005 et le décret n°2006-738 du 04 octobre 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n°2005-335 du 31 mai 2005 fixant les attributions du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ainsi que l'organisation de son ministère,
Vu le décret n°2006-015 du 17 janvier 2006 portant Organisation générale de l'Administration Pénitentiaire,

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

En Conseil du Gouvernement,

DECRETE :

CHAPITRE PREMIER

Les éducateurs spécialisés de l'Administration Pénitentiaire

Article premier- Conformément aux dispositions du décret n°2006-015 du 17 janvier 2006 portant organisation générale de l'administration pénitentiaire, les éducateurs spécialisés assurant leur fonction auprès des établissements pénitentiaires, ont pour mission de participer à la prévention des effets désocialisant de l'emprisonnement sur les personnes détenues, de favoriser le maintien des liens sociaux et familiaux et de les aider à préparer leur réinsertion sociale.

Ils assurent les liaisons avec les divers services sociaux et prennent tous contacts qu'ils jugent nécessaires pour la réinsertion des personnes détenues.

Ils sont placés sous l'autorité du chef d'établissement.

Art. 2- Les éducateurs spécialisés sont chargés de rechercher et de mettre en œuvre les moyens propres à améliorer au cas par cas, la situation pénale des personnes détenues.

Chaque fois que la demande leur est faite ou à leur initiative, les éducateurs spécialisés fournissent à l'autorité judiciaire et aux services de l'administration pénitentiaire les éléments permettant de mieux individualiser l'exécution de la mesure privative de liberté de chaque personne détenue ; ils élaborent notamment des avis et des rapports sur les personnes placées en détention provisoire.

Art.3- Les éducateurs spécialisés ont accès au greffe de l'établissement pénitentiaire aux fins de consultation des fiches pénales et des dossiers individuels des personnes détenues.

Ils ont également libre accès aux heures de service, aux locaux de détention pour les besoins de leur service.

Les entretiens avec les personnes détenues ont lieu dans le respect de la confidentialité.

Art.4- Pendant toute la durée de leur incarcération, les personnes détenues peuvent être reçues par un éducateur spécialisé soit à la suite de leur demande soit sur convocation.

CHAPITRE II

Enseignement et formation professionnelle

Art.5- Les personnes détenues doivent avoir la possibilité d'acquérir durant leur période de détention, les connaissances qui leur seront nécessaires après leur libération en vue d'une meilleure réinsertion sociale.

L'enseignement scolaire et professionnel en particulier aux plus jeunes et aux moins instruits, doit être facilité dans le respect des exigences de la discipline et de la sécurité.

Art.6- Le règlement intérieur de l'établissement pénitentiaire détermine les conditions dans lesquelles sont assurés l'enseignement, la formation professionnelle et les activités physiques et sportives.

Art.7- L'enseignement primaire est assuré dans tous les établissements pénitentiaires. Le règlement intérieur en détermine les horaires et modalités.

Art.8- Les personnes détenues qui suivent un enseignement sont admises à subir les épreuves des examens qui le sanctionnent lorsque le service de l'enseignement estime leur préparation suffisante.

Les examens donnent lieu à la délivrance de certificats, brevets ou diplômes qui ne font pas apparaître l'état de détention des intéressés.

Art.9- Le service de l'enseignement doit être assuré par des personnes qualifiées et plus particulièrement par des membres du corps enseignant ayant reçu un agrément du directeur régional sur proposition du chef d'établissement.

Par ailleurs sur proposition du chef d'établissement, le directeur régional peut accepter le concours bénévole des aides éducateurs d'établissement pénitentiaire et d'associations.

Art.10- Au sein des établissements pénitentiaires, toutes dispositions sont prises pour assurer la formation professionnelle des personnes incarcérées qui le souhaitent.

Les éducateurs spécialisés sont chargés de rechercher et de mettre en place des actions de formation professionnelle et d'enseignement.

CHAPITRE III **Activités physiques et sportives**

Art.11- Une programmation d'activités sportives est mise en œuvre dans chaque établissement pénitentiaire afin de favoriser l'accès de chacun à une pratique physique. Ce programme tend au développement des capacités physiques, motrices et relationnelles des personnes détenues.

Les éducateurs spécialisés sont chargés de rechercher des intervenants parmi les associations ou les professionnels de l'éducation sportive et la mise en place de ces activités. Un agent pénitentiaire peut être choisi par le chef d'établissement pour conduire ces activités sportives, sous le contrôle des éducateurs.

Art.12- Sous réserve des contraintes liées à l'infrastructure, l'établissement doit être doté d'équipements sportifs de plein air sur les cours de promenade.

Art.13- Toute personne détenue est admise, sauf contre-indication médicale, à pratiquer les activités physiques et sportives.

Art.14- Le chef d'établissement peut écarter toute personne détenue de ces activités pour des raisons d'ordre et de sécurité.

CHAPITRE IV **Activités socioculturelles**

Art.15- Des activités socioculturelles peuvent être organisées dans chaque établissement pénitentiaire. Elles ont notamment pour objet de développer les moyens d'expression, les connaissances et les aptitudes des personnes détenues.

Les éducateurs spécialisés recherchent à cet effet le concours d'intervenants extérieurs auxquels peut être confiée l'animation de certaines activités.

CHAPITRE V **Les aides éducateurs bénévoles d'établissement pénitentiaire**

Art.16- Les aides éducateurs d'établissement pénitentiaire sont des personnes qui portent un intérêt à la réinsertion des personnes détenues et qui souhaitent apporter leur collaboration dans ce sens sur la base d'un engagement officiel

Ils contribuent bénévolement à la prise en charge de personnes détenues signalées par les éducateurs spécialisés, en vue de préparer leur réinsertion en leur apportant notamment aide et soutien pendant leur incarcération. Ils peuvent prendre en charge des activités sportives ou culturelles, participer à la formation et à l'enseignement des personnes détenues ou encore aider les éducateurs pour la préparation individuelle à la réinsertion.

Art.17- Les aides éducateurs bénévoles sont agréées par le directeur régional sur proposition du chef d'établissement après avis des éducateurs spécialisés. L'agrément peut être retiré par le directeur régional à tout moment. En cas d'urgence et pour des motifs

graves, l'agrément peut être suspendu par le chef d'établissement, et qui en avise sans délai le directeur régional, pour décision.

Art.18- Les aides éducateurs interviennent sous l'autorité des éducateurs spécialisés qui ont pour tâche de coordonner leurs actions.

Les aides éducateurs s'engagent au respect des dispositions du présent titre, de celles du décret n°2006-015 du 17 janvier 2006 portant organisation générale de l'administration pénitentiaire ainsi que celles du règlement intérieur.

CHAPITRE VI

L'aide à la libération

Art.19- Le service public pénitentiaire doit permettre à la personne détenue de préparer sa libération dans les meilleures conditions.

Les éducateurs spécialisés, en liaison avec les services de l'Etat, des collectivités territoriales et de tous organismes publics ou privés, favorisent le retour à la société des personnes libérées. Ils prennent des contacts avec leurs familles ou amis afin d'assurer leur hébergement et leur alimentation.

Art. 20- Une aide matérielle peut être attribuée aux personnes détenues dépourvues de ressources au moment de leur libération afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins pendant le temps nécessaire pour rejoindre le lieu où ils ont déclaré se rendre.

L'établissement pénitentiaire peut procéder ou participer à l'acquisition d'un titre de transport par les moyens les plus économiques pour les personnes détenues qui, à leur libération, n'auraient pas un compte nominatif suffisant.

Art.21- Dans toute la mesure du possible, l'établissement pénitentiaire procure des vêtements aux personnes détenues libérables qui n'auraient pas les moyens suffisants pour s'en procurer.

CHAPITRE VII

Dispositions finales

Art.22- Des arrêtés du Garde des Sceaux, Ministre de la justice pourront être pris en tant que de besoin pour l'application du présent décret.

Art.23- Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République.

Antananarivo, le 19 Décembre 2006

P. Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Jacques SYLLA

RATSIHAROVALA Lala

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

MINISITERAN'NY FITSARANA

Didim-panjakana laharana faha-**2006-901** tamin'ny 19 desambra 2006 mikasika ny fandrindrana fanomanana ny famerenana ho amin'ny fiaraha-monina, ny ara-pianakaviana ary ny arak'asa ireo voafonja.

NY PRAIMINISITRA, LEHIBEN'NY GOVERNEMANTA,

Araka ny lalàm-panorenana,

Araka ny lalàna laharana faha-95-010 tamin'ny 10 jolay 1995 momba ny sata mifehy ny mpandraharahan'ny fonja,

Araka ny didim-panjakana laharana faha-2003-007 tamin'ny 12 febroary 2003 manendry ny Praiminisitra, Lehiben'ny Governemanta;

Araka ny didim-panjakana laharana faha-2003-008 tamin'ny 16 janoary 2003, nasiam-panitsiana araka ny didim-panjakana laharana faha-2004-001 tamin'ny 05 janoary 2004, laharana faha-2004-680 tamin'ny 05 jolay 2004, ny laharana faha-2004-1076 tamin'ny 07 desambra 2004, laharana faha-2005-144 tamin'ny 17 martsa 2005, laharana faha-2005-700 tamin'ny 19 oktobra 2005, laharana 2005-827 tamin'ny 28 novambra 2005 ary ny didim-panjakana laharana faha- 2006-738 tamin'ny 04 oktobra 2006 mikasika ny fanendrena ireo mambran'ny Governemanta.

Araka ny didim-panjakana laharana faha-2005-335 tamin'ny 31 mai 2005 izay mamaritra ny andraikitry ny Mpitahiry ny Kasem-panjakana, MInistry ny Fitsarana sy ny fandaminana ny eo amin'ny minisiterany,

Araka ny tolo-kevitra nataon'ny Mpitahiry ny Kasem-panjakana, Ministry ny Fitsarana,

Teo amin'ny Filan-kevitra ny Governemanta,

DIA MAMOAKA IZAO DIDY IZAO

TOKO VOALOHANY

NY MPANABE MATIANINA AO AMIN'NY FANDRAHARANA NY FONJA

Andininy voalohany - Araka ny andinindininy ao amin'ny didim-panjakana laharana 2006-015 tamin'ny 17 janoary 2005 mikasika ny fandrindrana ankapobeny ny fandraharana ny fonja, ny mpanabe matianina manao ny asany any amin'ny fonja no manana adidy hiantsooka ny fandraisana anjara amin'ny fanakanana ny vokany manimba ny fiaraha-monina noho ny famonjàna eo amin'ireo olona notanana am-ponja manamora ny fifandraisana ara-piaraha-monina sy ny ara-pianakaviana ary manampy ny fanomanana ny fanarenana azy ireo ara-tsosialy.

Izy ireo no miantoka ny fifandraisana amin'ireo sokajin-tsampan-draharaha samihafa misahana ny ara-tsosialy ary manao ny fifampikasohana rehetra raha toa ka ilaina izany ho an'ny fanarenana ireo olona voafonja.

Apetraka ho eo ambany fahefan'ny Lehiben'ny fonja izy ireo.

And. 2 Ny mpanabe matianina no miandraikitra ny fitadiavana sy mandrindra ny fomba mifanandrify isaky ny trangan-javatra, ny momba ny ara-pamonjàn'ireo olona voafonja.

Isaky ny misy ny fangatahana atao azy ireo na noho ny heviny manokana, ny mpanabe matianina no manolotra ny fahefaham-pitsarana sy ireo sampan-draharahan'ny fonja, ny tolo-kevitra mety hampirindra kokoa ny fanantaterahana ny fepetra manaisotra ny fahafahan'ny voafonja tsirairay avy. Manao tolo-kevitra sy tatitra izy momba ireo olona tanana am-ponja vonjimaika.

And. 3 – Manana fifampikasoana mivantana amin’ny firaiketan-draharahan’ny fonja ny mpanabe matianina mba ahafahany mandinika akaiky ny takelam-pamonjàna sy antontan-taratasin’ny olona voafonja tsirairay.

Afaka miditra malalaka rahateo, amin’ny ora fiasana any amin’ny trano famonjàna izy ireo, raha toa ka ho an’ny filan’ny asa.

Ao anatin’ny fanajana tanteraka ny tsiambaratelo no ifampiresahany amin’ny voafonja.

And. 4- Mandritra ny fe-potoana hamonjàna azy ireo dia mety ho raisin’ny mpanabe matianina ny olona voafonja, na ho tohin’ny fangatahiny na nohon’ny fiantsoana azy

TOKO II

FAMPIANARANA SY FANOFANANA ARAK’ASA

And; 5 – Mandritra ny fe-potoana itanana azy, ny olona voafonja dia tsy maintsy manana fahafahana hanovo fahalalana izay ilainy aorian’ny famotsorana azy ireo mba hisian’ny fanarenana ara-tsosialy metimety kokoa.

Ny fampianarana an-tsekoly sy arak’asa dia tsy maintsy hamoraina, indrindra ho an’ireo tanora na ny tsy ampy fahaizana, ary izany dia ao anatin’ny fanajana ny tsy maintsy andàlana ny fanaraham-pitsipika sy ny filaminana.

And- 6 Ny fitsipika anatin’ny fonja no mamaritra ny fepetra entina mandrindra ny fampianarana, ny fanofanana arak’asa ary ny fampiasam-batana sy fanatanjahatena.

And. 7 Iantohana manerana ny fonja trehetra ny fisian’ny fampianarana ambaratonga voalohany. Ny fitsipika anatin’ny fonja no mametra ny ora sy ny fomba hanatanterahana izany.

And. 8 – Ekena hanala fanadinana fitsapana ny olona voafonja izay manaraka fampianarana raha toa ka eken’ny sampan-draharahan’ny fampianarana ho tomombana ny fanomanana.

Anomezana taratasy fanamarinana, filazam-pahaizana na diplaoma tsy anamarihina ny mahavoafonja ny fanadinana.

And. 9 – Ny sampan-draharahan’ny fampianarana dia iantsorohan’ny olona natokana ho amin’izany, indrindra fa ny mpampianatra nahazo ny fankatoavan’ny talem-paritra rehefa natolotry ny Lehiben’ny fonja.

Ho fanampin’ izany, rehefa natolotry ny Lehiben’ny fonja dia azon’ny talem-paritra ekena ny fanampiana an-tselika ataon’ny mpanabe mpanampy amin’ny fonja sy ny fikambanana.

And. -10 Any am-ponja, raisina ny fepetra rehetra mba iantsorohana ny fanofanana arak’asan’ireo olona voafonja izay maniry izany.

Ny mpanabe matianina no miandraikitra ny fitadiavana sy ny mametraka ny lamin'asan'ny fanofanana arak'asa sy fampianarana.

TOKO III

FAMPIASAM- BATANA SY FANATANJAHATENA

And. 11 – Misy fandaharan-ketsika ara-panatanjahan-tena apetraka any anaty fonja tsirairay mba ahafahan'ny isam-batan'olona miditra amin'ny fampiasam-batana. Mifantoka amin'ny fifampivelarana ny fitaizana ara-batana, hetsika ary ny fifandraisan'ny olona voafonja io fandaharana io.

Ny mpanabe matianina no mitady ny mpiandraikitra any anivon'ny fikambananana na ireo mpandraharahan'ny Fanabeazana ara-panatanjahatena sy ny mametraka amin'ny toerany ireo hetsika ireo. Mpiandry fonja iray no mety ho fidian'ny Lehiben'ny fonja mba hitarika ireo hetsika ara-panatanjahatena ireo, eo ambany fanaraha-mason'ny mpanabe.

And. 12 – Na tsy tohintonina aza ny fanerena ateraky ny foto-drafitr'asa, tsy maintsy tolirana fitaovana ara-panatanjahatena ankalamanjana eny an-tokontanibe ny fonja.

And. 13 – Ny olona voafonja rehetra, raha tsy hoe voararan'ny mpitsabo, dia ekena hanao fampiasam-batana sy fanatanjahatena.

And. 14 – Azon'ny Lehiben'ny fonja hatao ny manasitaka izay olona voafonja amin'ireo hetsika ireo noho ny antony filaminana sy fandriampahalemana.

TOKO IV

HETSIKA ARA- PIARAHA-MONINA SY KOLONTSAINA

And; 15 – Misy hetsika ara-piaraha-monina sy kolontsaina azo arindra any anaty fonja tsirairay avy. Entina indrindra hampivelatra ny fomba firesahana, ny fahalalan-javatra ahaolom-banona ny olona voafonja izany.

Amin'izay, ny mpanabe matianina no mitady ny fanampian'ny mpiandraikitra avy any ivelany izay mety hametrahana ny fanetsiketsehana ny raharaha sasany.

TOKO V

NY MPANABE MPANAMPY ANY AM-PONJA

And; 16 – Ny mpanabe mpanampy any amin'ny fonja dia olona vonona hanarina ny olona voafonja sy te-hitondra ny anjara birikiny amin'io lafiny io miainga avy amin'ny fifanarahana ofisialy.

Mandray anjara tsy maharitra amin'ny fiahina ny olona voafonja notondroin'ny mpanabe matianina izy, mba hanomanany ny fanarenana ka mitondra indrindra fanampiana sy tan-tsoroka mandritra ny famonjàna. Mety hiahy ny hetsika arapanatanjahatena sy ara-tsosialy izy, mandray anjara amin'ny fanofanana sy fampianarana ny olona voafonja na koa manampy ny mpanabe ho fanomanana ny tsirairay amin'ny fanarenana.

And. 17 – Ny talem-paritra no mankatoa ny hiasan'ny mpanabe mpanampy rehefa naroson'ny Lehiben'ny fonja avy amin'ny tolo-kevitra ny mpanabe matianina. Mety ho fohanana amin'izay fotoana rehetra ilana izany io fankatoavana io. Nohon'ny hamehana sy ny antony lehibe, azon'ny Lehiben'ny fonja atao ny mampiato avy hatrany ny fankatoavana rehefa mampandre avy hatrany ny talem-paritra mba hanaovany fanampahana.

And. 18 – Ny mpanabe mpanampy no manao asa eo ambany fahefan'ny mpanabe matianina izay misahana ny fandrindrana ny hetsik'izy ireo.

Miantoka ny fanajana ny andinindininy amin'ity toko ity ny mpanabe mpanampy, ny voalazan'ny didim-panjakana laharana 2006-015 tamin'ny 17 janoary 2006 mikasika ny fandrindrana ankapobeny ny fandraharahan'ny fonja sy ireo fitsipika anatin'ny.

TOKO VI

NY FANAMPIANA EO AM-PAHAFAHANA

And 19 – NY sampandraharaham-bahoaka misahana ny famonjàna dia tsy maintsy afaka manalalaka ny fahafahan'ny olona voafonja hanamora ny famotsorana azy anatin'ny fepetra mahomby indrindra.

Ny mpanabe matianina, mifandray amin'ny sampan-draharaham-panjakana, ny vondrom-paritra sy ny sampan-draharaham-panjakana na tsy miankina no manamora ny fiverenan'ny olona afaka ho eo amin'ny sehatry ny fiaraha-monina. Mifandray amin'ny fianakaviany izy ireo, na ny namany mba hiantohan'izy ireo ny fampiantranoana azy na ny sakafony.

And. 20 – Mety homena fanampiana ara-pitaovana ny voafonja tsy manana eo amin'ny fotoana hanafahana azy mba ho entiny mampitao izay tadiaviny mandritra ny fe-potoana ilainy hamonjeny ny toerana izay nolazainy fa hodiana.

Ny fonja dia mety hikarakara na handray anjara amin'ny fahazoana taratasim-pitaterana amin'ny fomba mora vidy indrindra ho an'ireo olona voafonja izay, teo ampahafahana, tsy manana tahirim-bola ampy tao amin'ny kaonty amin'ny anarany.

TOKO VII

FEPETRA FAMARANANA

And.21 – Ho fampiharana ity didim-panjakana ity dia hisy didim-pitondrana havoakan'ny Mpitahiry ny Fitombokasem-panjakana, Minisitry ny Fitsarana.

And. 22 – NY Mpitahiry ny Fitombokasem-panjakana, Minisitry ny Fitsarana dia natao hanatanteraka ity didim-panjakana ity izay ho havoaka amin'ny Gazetim-panjakan' ny Repoblika.

Antananarivo, faha 19 desambra 2006

Jacques Sylla

Avy amin'ny Praiminisitra,
Lehiben'ny Governemanta,

Ny Mpitahiry ny Fitombokasem-panjakana
Minisitry ny Fitsarana,

RATSIHAROVA LA Lala